

RECONSTRUCTION SOCIALE : LA PLACE DU QUARTIER

ROBERT ARCHER WOODS

PRÉSENTATION : ROBERT A. WOODS ET LE PROJET DE « RECONSTRUCTION SOCIALE » DES QUARTIERS DE BOSTON

Daniel Cefai

Les années 1910 sont un moment d'affirmation du projet politique de reconstruction sociale du quartier par le « travail communautaire » ou par le « travail du *settlement* » (*settlement work*), celui qu'ont impulsé Jane Addams ou Mary McDowell à Chicago, Lillian Wald ou Mary Simkhovitch à New York, Robert A. Woods et Albert J. Kennedy à Boston. Les *settlements* ont sans doute été aux États-Unis l'une des expérimentations les plus novatrices au tournant du XIX^e au XX^e siècle – entre 1890 et les années 1920. Communautés de résidents, pour un grand nombre de femmes gagnées aux causes réformatrices, installées dans des quartiers « surpeuplés » par des travailleurs ruraux et migrants, les *settlements* avaient pour objectif de revitaliser les quartiers désorganisés et de les transformer en « unités morales et politiques » (Woods, 1914/2020). Woods est un des leaders du mouvement des *settlement houses*, le plus influent, sans doute, à Boston. La charge de résident principal de Andover House, devenue ensuite South End House, lui a été attribuée, le 1^{er} janvier 1892, par le Professor William Jewett Tucker de l'Andover Theological Seminary. La South End House est située au 6 Rollins Street (pas loin du 20-22 Union Park où elle se déplacera en 1901), dans un quartier gagné sur les marécages à partir de 1849. Quartier de *standing*, initialement, avec ses maisons victoriennes et ses parcs, il se dégrade après la crise de 1873, voit progressivement une partie de sa population aisée se déplacer vers la Back Bay, nouvellement aménagée dans les années 1860, et il se remplit de migrants. À la fin des années 1890, on y compte, en premier lieu, des Irlandais (60 %), des Juifs (20 %), des Anglo-Américains (ruraux des États de New York et de Nouvelle-Angleterre), des Canadiens français (anciens pêcheurs) et, moins nombreux, des Allemands et des Noirs-Américains (qui se déplacent depuis leur quartier historique de Beacon Hill), que l'on retrouve dans les chambres et meublés à louer

(*lodging houses*) (Woods, 1898 : 36 ; Shapiro, 1978). D'après le recensement, la ville est passée de 362 839 habitants en 1880 à 748 060 en 1920. Boston atteint son pic d'immigration dans les années 1910 : 36 % de ses habitants sont alors nés à l'étranger. Les Irlandais sont les plus nombreux dans le South End, mais aussi dans la ville entière, depuis les années de Grande Famine (1845-52) (Handlin, 1941). Ils sont la cible d'un énorme mouvement nativiste, dès les années 1840-60 avec les Know Nothing, parti dont le slogan était « Tempérance, liberté et protestantisme », puis de l'American Protective Association, société secrète et groupe de pression anticatholique fondé en 1887 et disparu en 1911, et enfin de la renaissance du Ku Klux Klan à partir de 1915. Les conflits sont nombreux entre communautés irlandaise et italienne (ils ont été décrits et analysés dans le North End par William Foote Whyte, 1939) et les relations compliquées entre Yankees, Irlandais et Juifs (Dwyer-Ryan, 2016) ; tous s'opposent aux Noirs-Américains, nombreux dans le West End, et ce même si Boston a été le berceau du mouvement abolitionniste et a accueilli la première conférence nationale de femmes de couleur (1895) ou la National Negro Business League de Booker T. Washington (1900). Pour les « pionniers de la frontière sociale » (Taylor, 1930), puisque c'est ainsi que se voient les *settlement workers*, l'idée est de réduire l'état de fragmentation sociale et culturelle dans lequel l'immigration, l'urbanisation et l'industrialisation accélérées ont plongé le pays (Muggins, 1971) et de rebâtir la république américaine en partant des communautés locales (Davis, 1967).

Les relations de voisinage et les sentiments de « vicinité » (*neighborliness*) sont ainsi investis d'un sens politique. Sans doute, la tâche des *settlements* peut être vue, plus modestement, comme celle d'inventer des dispositifs de récréation et de loisir, d'éducation et de santé et de servir de médiation entre des populations déshéritées et les pouvoirs publics. Mais « les travailleurs de quartier savent que les personnes vivant dans le même voisinage et se réunissant à intervalles fréquents sont un facteur essentiel pour établir un sentiment de communauté réceptive et coopérative » (Woods & Kennedy, 1922 : 318-319). Non seulement le quartier se présente comme un « échantillon d'humanité »

(*cross-section of humanity*) en ce que l'on y retrouve en miniature tous les problèmes économiques, raciaux, religieux, éducatifs ou sanitaires d'une société ; mais, en plus, le quartier est idéalisé comme un milieu où vont se renforcer mutuellement les activités d'engagement public et de participation civique, et les attachements personnels dans les « cercles de voisinage » – « *a more neighborly community and a more homelike world* » (*ibid.* : viii). Les bons voisins font les bons citoyens, et réciproquement. Il est difficile aujourd'hui, pour les citadins de grandes métropoles, de bien comprendre l'importance de ces petites communautés de proximité, mais le quartier comme groupe de référence pertinent se retrouve chez la plupart des auteurs de l'époque liés au pragmatisme. Jane Addams, bien entendu, cherche à surmonter les multiples intérêts, allégeances et croyances qui empêchent la formation d'un « esprit de quartier », et aspire à accorder les milliers de voix qui le composent, pour les faire chanter de concert sans qu'aucune ne soit tue – l'intégration de cette pluralité de voix sonne comme les chœurs du *Messie* de Haendel (Addams, 1910 : 124-125). L'action des *settlements* est tout entière orientée vers le développement de relations interpersonnelles avec les habitants du quartier, afin de les engager dans des projets communs. Les faire collaborer dans l'organisation des affaires et l'administration des problèmes du quartier est la première étape de la « socialisation de la démocratie ». Mead, dans un cours du printemps 1909, intitulé « Développement de la pensée à l'époque moderne », sur lequel Ethel Dummer a laissé des notes, aurait quant à lui insisté sur « l'éloignement des relations humaines de l'église et de l'ecclésiastique », et leur évolution « vers une conscience de voisinage (*neighborly consciousness*) basée sur l'existence de relations humaines développées dans la vie proche (*home life*) de la communauté » (Ethel Sturges Dummer Papers, B 32 F 650, cité Huebner, 2014 : 273, note 15). Cette « conscience du quartier » revient à plusieurs reprises sous sa plume, quand il commente l'action des *settlements*. Dewey, dans sa proposition de faire des écoles des « centres sociaux » (1903), une idée retravaillée dans *Schools of To-Morrow* (Dewey & Dewey, 1915), coécrit avec sa fille Evelyn, sur la fonction de l'école comme « *social settlement* », endosse lui aussi

l'importance d'agir dans, sur et pour le quartier – ou plutôt d'aider les gens à le faire en leur fournissant les moyens de leur autonomie (*self-help*). Il écrit plus tard que les quartiers, comme les villages, « largement constitués sur le même modèle d'association que celui exemplifié par la famille » (1927 : LW.2.261), « se fondent (*shade*) imperceptiblement en un public politique ». Il constate le déplacement des liens primordiaux des communautés de quartier vers des « organisations fonctionnelles » ou des « associations trans-locales », mais réaffirme que « rien ne peut remplacer la vitalité et la profondeur des rapports et des attachements étroits et directs » (LW.367-368). La proximité des attachements est pleine de promesses politiques.

Woods a donc mis sur pied South End House, composée à l'origine de quatre résidents, non-salariés, formés à Harvard et Amherst, et d'un certain nombre d'associés, non-résidents, qui donnent de leur temps pour nouer des liens avec les habitants, dont les membres des « gangs » alentour. Ils enquêtent sur leurs besoins et vont créer des résidences de logements pour hommes et femmes, une école de musique, des colonies de vacances ; ils œuvrent à l'amélioration des rues, se battent pour des aires de jeu et des bains publics, plaident pour la municipalisation de services de santé ou de transport ; ils vont collaborer avec les écoles et les syndicats, faire du soutien scolaire, vendre des plats cuisinés, organiser des expositions d'art, coordonner les actions contre l'alcoolisme et la tuberculose... Ils créent un club de débats pour jeunes hommes, une société littéraire, le Club Emerson et en collaboration avec Denison House¹, fondée en décembre 1892 dans le South Cove de Boston et dirigée initialement par Emily Greene Balch, amie de Jane Addams, ils créent la South End Free Art Exhibition, avec le soutien de galeries privées. En outre, Woods est le grand ordonnateur en 1908 de la fédération des *settlements* de la ville, la Boston Social Union, de même qu'il plaide pour le regroupement de toutes les associations bostoniennes dans l'United Improvement Association. Ce sont ces différentes expériences qui sont au cœur de son article sur la place du quartier dans la « reconstruction sociale ». Le modèle de démocratie qu'il défend est fondé sur

des « groupements primaires », ceux que Charles H. Cooley (1909) a été l'un des premiers à analyser dans *Social Organization* et que l'on retrouve jusque dans *The New State* de Mary P. Follett (1918) et dans *Le Public et ses problèmes* de John Dewey (1927/2010). Mais avant de devenir un objet de théorie politique, ce modèle de démocratie est en jeu dans des communautés concrètes de proximité, dans les quartiers de New York, Boston ou Chicago, Philadelphie ou Cincinnati. C'est là, à South End House, au Chicago Commons et à Hull House, au Henry Street Settlement ou dans les *settlements* des Universités de Pennsylvanie, de Chicago ou de Columbia, que, jour après jour, des résidents nouent des liens et diagnostiquent des problèmes avec les habitants, enquêtent sur leurs conditions de vie et mettent au point des dispositifs expérimentaux pour améliorer celles-ci. Woods est exemplaire de cette génération de réformateurs qui vont sur le terrain et font de leurs idéaux des actions concrètes, au jour le jour. On peut invoquer l'inspiration du Social Gospel, le désir de faire advenir le Royaume de Dieu sur Terre – « Que ton règne vienne ! » – et de réaliser les principes et les valeurs du christianisme dans la vie quotidienne. Woods est un représentant de cette version de christianisme social que l'on a pu qualifier de « *pragmatisme chrétien* » (Williams & McLean, 2020 : 48). Mais petit à petit, dans un parcours qu'il partage avec de nombreuses personnes de sa génération, il s'émancipe de la religion, la met en tout cas en sourdine – le *settlement* se doit d'être pluraliste, il n'est pas une mission protestante – et il invente une nouvelle manière de faire de la politique. Tout en gardant un pied dans les réseaux protestants et en restant capable de parler leur langage, quand il s'adresse à des auditoires religieux, il remet en cause la charité et la philanthropie privées, inscrit l'action communautaire sous le signe du droit et de la justice économique et devient un militant de la démocratie. Pour lire Woods, il est bon de développer une compétence stéréoscopique : l'enjeu de « The Neighborhood in Social Reconstruction » (1914) se comprend à le lire en parallèle à « The Recovery of the Parish » (1912), conférence donnée un an plus tôt à l'école de théologie d'Andover (Andover Theological Seminary). Woods est un parfait exemple d'hybride entre activisme civique et activisme religieux² – on pourrait

également citer Graham Taylor, le fondateur du Chicago Commons à Chicago, pasteur d'une église congrégationaliste et professeur au Chicago Theological Seminary, ou dans un autre style, Stanton Coit, de l'Ethical Church, fondateur de la Neighborhood Guild en 1896, devenue l'University Settlement de New York.

En parallèle à l'aventure des *settlements* se déploie une autre expérimentation civique, le mouvement des centres sociaux, qui bat son plein quand Woods écrit son article. À partir de 1915, mobilisés par l'effort de guerre de l'administration de Woodrow Wilson, ces centres sociaux seront plus souvent appelés centres communautaires (*community centers*). Les activistes de ce mouvement demandent à occuper les écoles hors des horaires de cours et à les transformer en ce que l'on pourrait appeler des « maisons du peuple », où les voisins viennent discuter des affaires publiques. Ce mouvement est très fort à Boston où son égérie n'est autre que Mary P. Follett. Elle aborde la question en décembre 1913, dans une conférence au Ford Hall Forum sur « The Social Centre and the Democratic Ideal » (1913a), alors qu'elle publie dans *The Playground* et dans le *Bulletin* de la Women's Municipal League de Boston une série d'articles sur l'instauration de centres de loisirs du soir (1913b) et sur l'usage étendu des établissements scolaires (1913-14). On y sent l'enthousiasme vibrant pour une nouvelle forme de démocratie qui puise dans une politique de la vie quotidienne. « Une nouvelle idée de la démocratie est progressivement apparue dans le monde... si nous nous engageons ici ce soir en faveur de la nouvelle démocratie, une nouvelle force sera créée dans le monde. Car nous avons cessé de penser la démocratie comme une forme de gouvernement. Nous savons maintenant qu'elle est bien plus que cela. Elle est la substance de notre vie. C'est la flamme au cœur de l'homme, la flamme qui nous lie, qui fait que nous sommes un, et non plusieurs. La démocratie n'est pas un but, elle est le chemin ; elle n'est pas une réalisation, mais un processus. Elle est une source de "vie plus abondante". Elle est l'attitude de l'homme envers son prochain (*fellow-man*). C'est la seule véritable méthode de vie. Quand nous aurons compris cela et que nous commencerons à la vivre, alors seulement

nous aurons la démocratie ! » (Follett, 1913a : 14-15, citée in Tonn, 2003 : 243). La communauté de Follett, *in the making* (1919/2018), à la recherche de nouvelles synthèses d'expérience, celle d'Addams (1899) ou celle de Mead (1910) qui se forment à l'épreuve de l'action des *settlements*, ou celle que Dewey (1927/2010) imaginera plus tard comme le terreau du public, ne se confondent cependant pas totalement avec les « groupements primaires », au sens de Cooley (1909), si l'on prend ceux-ci comme des entités sociologiques.

La vie communautaire doit s'ancrer dans les relations de voisinage, et transforme en ressources le partage de savoirs locaux, la similarité d'intérêts et le réseau d'interconnaissance des riverains. Mais ce qui lui donne sa portée démocratique, c'est le processus d'engendrement d'une capacité d'agir, de penser, de délibérer, et de décider collectivement. Le quartier n'est pas un donné, il est à faire – il est à lui-même son propre laboratoire, à travers la médiation du *settlement* qui aide à produire une « science de la communauté » (Woods, 1914 : 582), à rassembler des faits, à formuler des hypothèses et à les tester dans des interventions. L'expérimentation dans ce « laboratoire de sciences sociales » (Woods, 1893/1923 : chap. II) ne relève toutefois pas d'une discipline universitaire : la finalité en est pratique, elle est d'améliorer la vie des habitants du quartier et de leur permettre de contrôler leur milieu de vie. L'expérimentation n'est pas une opération de révélation, de vérification et d'enregistrement de faits qui étaient déjà là, elle est une « *expérience créatrice* » (Follett, 1924) dont les épreuves font advenir l'objet tout en restant en prise sur les conditions de l'expérience. Edward J. Ward (1913), l'un des principaux défenseurs de l'usage des écoles par et pour le « public », y insiste aussi. Au-delà du travail accompli par les *Charities*, et de la fourniture d'activités de récréation et de loisir, l'enjeu est de faire advenir un nouveau quartier, en aidant les citoyens à développer leurs capacités civiques et en les amenant à se mobiliser pour prendre le pouvoir municipal. S'il y a un point sur lequel se rencontrent les deux mouvements, à la fois convergents et concurrents (Woods, 1921/1923), des *social settlements* et des *community centers*, au moment où Woods publie son

article sur la « reconstruction sociale », c'est la nécessité d'un *travail civique d'auto-organisation, d'autogestion et d'autogouvernement*, fondé sur la discussion publique, l'enquête et l'expérimentation. Ce travail civique est mis à feu pendant la Grande Guerre par l'étincelle des conseils communautaires, véritable germe ou embryon d'une « démocratie populaire », « directe » ou « participative » (Follett, 1918 : 247). On a eu là une expérimentation in vivo, grandeur nature, de formation d'une conscience de quartier dans un « processus de groupe » – d'émergence et d'intégration d'une volonté collective, d'une pensée collective, d'un sentiment collectif, et d'un idéal collectif, dans les mots de Follett (1918).

Il faudrait d'ailleurs rétrécir la focale et inclure dans le champ de vision d'autres entreprises civiques que les *social settlements* et les centres communautaires. Woods, sans en faire un recensement systématique, évoque le travail des églises à l'échelle des paroisses, sans doute l'une des institutions sociales encore les plus pertinentes à l'époque, pour les catholiques et les protestants de toutes obédiences. Il signale les Knights of Labor, l'association de travailleurs la plus puissante à la fin du XIX^e siècle, dont les assemblées couvraient une bonne partie du pays, et les coopératives de producteurs ou de consommateurs, quoique moins nombreuses, toutefois, qu'en Angleterre. Les organisations de service social ont, elles aussi, des ancrages locaux, tout en suivant des lignes de partage nationales, raciales et religieuses. En outre, si l'on fait bouger à présent la focale temporelle, on réalise que Woods publie son article en 1914, à un moment d'effervescence civique et de turbulence politique. Une lame de fond progressiste et socialiste, qui secoue le système bipartisan, mais qui passe aussi par une agitation locale, au niveau des circonscriptions, culmine lors des élections de 1912 (remportées par Woodrow Wilson, mais où Theodore Roosevelt obtient 27,4% des voix et Eugene Debs 6%). Les grèves ouvrières se multiplient. L'Industrial Workers of the World réussit à organiser les travailleurs en passant par-dessus les guildes et les organisations sectorielles – l'IWW compte environ 150 000 membres en 1917. En outre, les différentes organisations civiques nées à la fin du

XIX^e siècle se combinent, accroissent leurs capacités en échangeant leurs savoirs, coopèrent vers des objectifs communs, participent à la création d'institutions. À Boston, outre la fédération des *social settlements*, ce sont ces réseaux d'activistes, pour beaucoup des femmes, formés à Radcliffe et Harvard, que l'on retrouve dans toutes sortes de forums et d'instituts, de clubs et de comités dédiés au travail, à l'école ou au loisir. Parmi les plus actives de ces organisations civiques, qui ont parfois des antennes locales dans les quartiers, on peut citer : l'Association pour l'égalité électorale et le bon gouvernement, l'Association pour le vote des femmes du Massachussetts, l'Association pour le bon gouvernement, la Ligue municipale des femmes, la Société de promotion d'une bonne citoyenneté du Massachussetts, l'Association nationale des centres communautaires, la Fédération nationale des settlements et des centres de quartier, l'Association nationale pour l'éducation, la Ligue pour le bien-être des enfants, l'Association Maison et école³... La politique au quartier de la South End House est une pièce de cette grande tapisserie.

Eleanor Woods (1929 : 312), la veuve de Robert Woods (disparu en 1925), raconte comment la génération de réformateurs qui avaient créé la première vague de *settlements* commence à traverser une crise. Ils sont débordés par l'émergence d'une génération plus radicale, en attente d'« événements messianiques », écrit-elle, au lieu du « lent processus de transformation et de développement de mise en œuvre d'un meilleur ordre social ». La décennie est un moment d'effervescence révolutionnaire, à laquelle les jeunes intellectuels sont particulièrement sensibles. On peut penser à Randolph Bourne, à son radicalisme esthétique au sein du groupe des Seven Arts, et à son rejet de la guerre, de Dewey et du pragmatisme dans « *Twilight of Idols* » (1917/1919), ou à John Reed, qui quitte la bohème de Greenwich Village – où il côtoie Mabel Dodge, Max Eastman, Margaret Sanger, Frances Perkins, Emma Goldman ou Alexander Berkman – pour rejoindre les rangs de la révolution russe (1919/1976). Une phrase du jeune Walter Lippmann, dans *Drift and Mastery* (1914 : xvii-xviii), résume bien la situation : « La sanctification de la propriété, la famille patriarcale,

la caste héréditaire, le dogme du péché, l'obéissance à l'autorité – le roc du passé, en bref, a été dynamité pour nous. Ceux qui sont jeunes aujourd'hui sont nés dans un monde où les fondements de l'ordre ancien ne survivent que par habitude ou par défaut. » Et plus loin : « En ce qui nous concerne, donc, l'affaire est réglée contre l'absolutisme, l'oligarchie commerciale et les croyances incontestées. Le programme de la rébellion est déclaré. » (*Ibid.*). Cette génération, tout en ayant beaucoup appris de celle de James et de Dewey, rompt avec elle et adopte une perspective bien plus radicale⁴. Les croyances progressistes qui avaient nourri l'impulsion des centres sociaux et des *social settlements* sont bousculées par une jeune garde, qui finit de s'extirper de la gangue religieuse, reformule sa révolte en termes d'avant-garde esthétique ou politique et se détourne du projet de « salut géographique » (Davis, 1967 : 76) – « le salut à l'hectare » (*salvation by acre*), selon une pointe d'humour d'Addams ! Il faut rajouter à ce tableau que la guerre explose en Europe. Elle va se généraliser, véritable rupture dans l'histoire de la violence, amenant l'effondrement des empires austro-hongrois, allemand et ottoman, redécoupant les frontières des pays européens, déclenchant des mouvements révolutionnaires et engendrant la Société des nations. Les États-Unis n'entrent en guerre qu'en 1917, mais le mouvement progressiste est déjà déchiré entre ceux qui prennent le parti de la non-intervention, ou plus radicalement, du pacifisme – dans les rangs desquels on retrouve une partie des femmes des *social settlements*, les anarchistes et les socialistes, sur une ligne internationaliste ; et ceux qui décident que la guerre est devenue inéluctable, soit en raison des attaques des intérêts américains par l'Allemagne, soit par hostilité au nationalisme militariste de Bismarck (ce qui a pour effet en retour une hystérie antiallemande aux États-Unis).

L'impatience révolutionnaire d'une partie de la jeunesse et la scission entre pacifistes et bellicistes ne contreviennent pourtant pas au travail en cours des *social settlements* et des centres sociaux. La guerre va même, paradoxalement, renforcer leur statut, en les utilisant comme des relais de la mobilisation générale. Ils vont contribuer

à l'effort d'épargne domestique et de conservation de la nourriture, devenue rare, sous l'égide de l'Administration fédérale de l'alimentation (Federal Food Administration), à travers le Conseil de défense nationale (Council of National Defense). Woods joue le jeu et voit renforcée sa vision du « quartier comme véhicule d'une bonne volonté séculière et comme unité de la reconstruction civique et nationale » (Woods, 1929 : 309). L'effort de guerre a plusieurs conséquences. Le travailleur social, pour être efficace dans son effort d'organisation communautaire, doit de plus en plus coopérer avec de nouvelles agences à l'échelle de l'État fédéré ou fédéral, que ce soit en matière d'assistance, de santé, de travail ou de loisir. Curieusement, alors qu'il n'était pas un va-t-en-guerre, Woods (comme Follett et à la différence d'Addams) reconnaît que la guerre « libérait leurs énergies [des citoyens américains] bien au-delà des capacités à l'action volontaire dont ils avaient jusque-là conscience ». Il écrit dans une rubrique, « The Social Settler », du *Boston Evening Transcript* (1917, cité in Woods, 1929 : 310-311) : « Tout bon élément de service communautaire doit être prêt à changer de programme du jour au lendemain. Son personnel ne doit dormir que d'un œil. Il est naturel, parmi les personnes loyalement attachées aux causes humanitaires, de s'attendre à ce qu'une grande partie ressente un profond dégoût pour la guerre, ainsi que pour tous ses antécédents et toutes ses conséquences [...] Ils doivent choisir leur camp et s'efforcer continuellement de respecter les meilleures règles qui peuvent être établies à un moment donné. » La guerre est un facteur de mobilisation collective et d'éducation civique bien plus puissant qu'aucun des programmes mis en place par les agences de service social. Elle a aussi des effets directs sur la façon dont ce service social est pratiqué. Dans son discours intitulé « The Regimentation of the Free » (1918), à la présidence de la Conférence nationale du travail social (le nouveau nom, depuis 1915, de la Conférence of Charities and Correction), Woods remarque combien « le travailleur de quartier se retrouve de plus en plus impliqué dans une combinaison d'intérêts qui l'emporte au sein de l'État, élargissant son champ d'enquête et de coopération volontaire avec de nombreuses autres agences et organisations, dans

d'autres communautés locales, urbaines, suburbaines et rurales. Du coup, il devient inévitablement beaucoup plus concerné par des problèmes d'administration et de législation de l'État » (Woods, 1929 : 315-316). De fait, à la faveur de la guerre, l'État annexe le travail communautaire tout comme il absorbe dans ses rangs une grande partie du personnel des « associations nationales pour l'hygiène mentale et pour l'hygiène sociale ». La guerre accélère les processus d'institutionnalisation et de professionnalisation de ces métiers. Ce qui se perd en énergie militante se gagne en technicisation des méthodes et en bureaucratisation des organisations.

Parmi les nouvelles professions en train d'émerger, centrées sur le quartier, les deux plus en vogue sont celles de « travailleur social » (ce que Woods avait été l'un des premiers à diagnostiquer en 1905) et de « leader communautaire », que l'on retrouve aussi bien à la tête des chambres de commerce (Wilson, 1919), dans les clubs civiques, les centres communautaires ou les *social settlements* (Sanderson, 1919 ; Rainwater, 1920 ; Steiner, 1922). Ce serait cependant une erreur de mettre sur le compte de la seule Guerre des processus qui étaient déjà engagés avant son déclenchement. Dès 1913-14, la Ville de Boston propose son premier cours sur le thème de « Neighborhood and Community Work », destiné à des étudiants en seconde année de travail social. Le cours comprend des conférences hebdomadaires et un exercice de travail de terrain. Parmi les intervenants, on retrouve les réformateurs les plus en vue de la ville, Joseph Lee, Richard C. Cabot, Robert A. Woods, et Mary P. Follett. Les thèmes portent sur la vie de quartier, les clubs de garçons et de filles, les centres sociaux et scolaires, les techniques de psychologie de groupe et les caractéristiques de la société industrielle. Follett contribue à ce cours en supervisant l'enseignement de l'enquête avec Eva Whiting White (Tonn, 2003 : 242). White était la première femme à avoir obtenu le diplôme de la Boston School for Social Workers en 1907 (qu'elle dirigera après que cette école deviendra la Simmons College School of Social Work) ; elle est en charge depuis 1909 d'un *settlement*, l'Elizabeth Peabody House, dans le West End⁵. À Chicago, les travailleurs

sociaux et communautaires sont formés par la Chicago School of Civics and Philanthropy, qui regroupe, sous l'égide de Graham Taylor, Edith Abbott et Sophonisba Breckinridge, les forces vives des *settlements* de la ville. Cette école forme les nouveaux cadres du service social, en leur enseignant le travail de terrain et en les sensibilisant à la dimension collective et politique de la « construction communautaire ». L'approche des *social settlements* se veut différente de « l'individualisme des praticiens des cas » (Woods, 1929 : 313), à savoir du travail social centré sur des individus, pris « un par un dans le groupe intime de la famille ». Celui-ci verse de plus en plus dans une lecture psychologisante des problèmes sociaux, tentant de résoudre ceux-ci grâce à la formule de travail social pratiquée par les Charity Organization Societies. Mary Richmond, dont le livre *Social Diagnosis* (1917) a fixé des standards professionnels pour les « *case workers* », dit toutefois ne pas s'opposer aux autres formules d'intervention, centrées sur des groupes comme la communauté locale, le club ou le quartier (« *settlement work, recreational work, club, neighborhood and local community work* ») (Richmond, 1922 : 223). Mais une tension durable se met en place entre les deux perspectives. À New York, la School of Philanthropy, contrôlée par la Charity Organization Society, forme au service social depuis 1904 et devient la New York School of Social Work en 1917. Mais le haut lieu de l'éducation pour adultes et de formation des travailleurs communautaires reste le People's Institute, basé à Cooper Union. John Collier, secrétaire du People's Institute de 1907 à 1919 (et futur directeur du Bureau des Affaires Indiennes) y crée et dirige l'École de formation des travailleurs communautaires (Training School for Community Workers) (1913-1919)⁶. Celle-ci propose une formation d'une année à des employés de « centres communautaires, *social settlements*, agences de la fonction publique et services d'assistance à l'enfance ».

Ces quelques repères permettent de mieux situer le texte de Robert A. Woods, « The Neighborhood in Social Reconstruction » (1914). Le texte vibre encore de l'élan réformateur, à une époque où le mouvement progressiste, après les élections de 1912, trouve des

relais dans le gouvernement démocrate de Wilson tout en ayant des moyens de pression à travers les élus du Parti progressiste, en tout cas jusqu'en 1916. Mais il parle également aux tenants du travail social et de l'organisation communautaire, ces membres de professions en voie de constitution qui, même s'ils ne sont plus stimulés par le seul aiguillon de la réforme sociale, n'en ont pas moins une vision globale de la vie de quartier. Woods n'est du reste pas le seul à croire dans les potentialités politiques du quartier. Graham Taylor (1913 : 165), à Chicago, affirme que « les quartiers sont la source de la force civique pour le progrès et la ville la source d'inspiration pour l'esprit et la coopération du quartier », et Mary Simkhovitch (1938 : chap. XIV), à New York, que la fonction du *settlement* est d'aider le quartier à devenir un « groupe délibérément efficace (*consciously effective group*) ». On comprend mieux, en le lisant, la place qu'auront les « communautés locales » et les figures du « voisin » et du « quartier », dans les deux ouvrages devenus classiques de pensée politique, d'inspiration pragmatiste, *The New State* de Follett (1918) et *The Public and Its Problems* (1927/2010) de Dewey. Le quartier est présenté par Woods (1914) comme « entrelacs complexe qui forme le jeu des personnalités », « suffisamment petit pour constituer une unité communautaire contrôlable et intelligible », « suffisamment vaste pour donner à voir toute la gamme des intérêts et des attachements extra-familiaux qui, dans les communautés pleinement développées, tendent de plus en plus à brouiller les frontières de la famille ». L'enracinement de la politique dans le quartier semble une nécessité pour lutter contre la désorganisation sociale, tempérer les multiples frictions sociales, raciales, ethniques et religieuses, réparer les nombreux problèmes dus à une urbanisation anarchique, accompagner le traumatisme des familles de migrants transplantées des campagnes irlandaises ou calabraises. Mais cet enracinement local est également nécessaire pour convertir les « idéaux primaires » de sympathie et de devoir, de loyauté et de serviabilité (Cooley, 1909), dont le quartier est le siège, en vertus fondatrices de la communauté politique.

De Dewey, on peut rappeler la citation suivante : « On dit, et non sans vérité, que pour la paix du monde, il est nécessaire que nous comprenions les peuples de pays étrangers. Jusqu'à quel point comprenons-nous, je le demande, nos voisins d'à côté ? On dit encore d'un homme que s'il n'aime pas son prochain, qu'il voit, il ne pourra pas aimer Dieu, qu'il ne voit pas. Ses chances d'avoir effectivement de la considération pour des peuples lointains ne semblent pas meilleures, tant qu'il n'aura pas l'expérience du voisinage proche qui lui procure une compréhension de ses voisins. Un homme qui n'a pas été vu dans les relations de la vie quotidienne peut inspirer admiration, émulation, sujétion servile, culte du héros et esprit partisan jusqu'au fanatisme, mais il n'inspire pas d'amour et de compréhension, sauf si ceux-ci rayonnent des attachements à une union proche (*near-by*). La démocratie doit commencer à la maison, et sa maison est la communauté de voisinage (*democracy must begin at home, and its home is the neighborly community*). » (Dewey, 1927 : LW.2.368). L'argument a des ressemblances avec celui de Taylor, du Chicago Commons, en 1913 (165) : « Si le détachement [entre voisins] conduit à l'apathie et la démoralisation, leur ré-attachement et leur identification à la cause commune est le secret de la réussite de la démocratie. L'amitié est nécessaire au voisinage et à la citoyenneté. » L'attitude de bienveillance et de préoccupation pour les autres et la formation d'intérêts communs sont facilitées par cette « texture d'amitiés et d'attachements » (Dewey, 1927 : LW.2.252), par l'expérience que procurent « la vitalité et la profondeur des interactions et des attachements proches et directs » (*ibid.* : LW.2.368). Dewey, toujours : « L'attachement est une fonction de la vie très différente de l'affection. Les affections se poursuivent aussi longtemps que le cœur bat. Mais l'attachement requiert quelque chose de plus que des causes organiques. Les choses mêmes qui stimulent et intensifient les affections peuvent miner les attachements. En effet, ces derniers sont cultivés dans une tranquille stabilité ; ils se nourrissent de relations constantes. L'accélération de la mobilité les perturbe à la racine. Et sans attaches durables, les associations sont trop changeantes et trop ébranlées pour permettre à un public de se repérer et de s'identifier facilement. » (*Ibid.* : LW.2.322-323).

On peut avoir une lecture ultra-critique de cette conception du quartier et la traiter de passéiste, voir en elle – la thèse la plus courante – une transposition des idéaux de la communauté « rurale » ou « traditionnelle » dans un contexte industriel et urbain, ou une utopie nostalgique de la représentation corporatiste, médiévale, d'un organisme social bien intégré. Les critiques de M. P. Follett par J. H. Tufts (1919) ou de C. H. Cooley par G. H. Mead (1930) vont d'ailleurs dans ce sens. On peut aussi refuser d'endosser certains développements sur « l'instinct de proximité » (Woods, 1914 ; et Woods & Kennedy, 1922 : 67) et les soumettre à la critique que Dewey a réservée aux « instincts sociaux » (1922 et 1927 : LW.2.242-243). Mais on peut aussi prendre au sérieux cette interrogation sur l'ancrage local d'une expérience commune ou publique⁷. Pour contribuer à la « communauté » au sens de Follett ou pour se porter au « public » au sens de Dewey, il faut se sentir concerné, prendre soin, prêter attention, se préoccuper ou se soucier de problèmes que l'on partage avec d'autres. Il faut se sentir attaché aux autres, à leurs milieux de vie et aux situations qui s'y trament, pour avoir un sens de l'utilité commune, de l'obligation et de la responsabilité, qui pourra s'élargir par la suite à des communautés plus éloignées et plus abstraites. Le quartier est un microcosme dont les membres vivent leurs problèmes à la première et à la deuxième personne – Woods le qualifie ailleurs de « famille de familles » (Woods & Kennedy, 1922 : chap. XXVIII) ; mais ces voisins, en même temps, enquêtent et expérimentent de concert pour définir et résoudre ces problèmes. Les résidents du *settlement* et les riverains du quartier développent « une palette d'émotions qui n'ont pas été transformées en généralités ou en abstractions » ; et en même temps, ils transcendent leurs accointances primaires, ils vivent « un drame plein d'initiative et d'aventure » (Woods, 1914 : 580) qui « peut abriter et soutenir un sens public en germination ». Le quartier est un micro-réseau de vie (*web of life*), porteur, selon les auteurs de l'époque, de la promesse de nourrir des publics, au sens que Dewey donnera au terme en 1927. Il peut acquérir une intelligence collective en s'auto-constituant comme processus d'association, de coopération et de communication autour de problèmes à définir et à résoudre, moyennant des

activités de discussion, d'enquête et d'expérimentation. Le quartier devient alors une communauté de débateurs, d'enquêteurs et d'expérimentateurs, une sorte de micro-public, et c'est à ce titre qu'il aspire à devenir une composante élémentaire de la reconstruction de la communauté politique.

On a pu faire le reproche aux descriptions de cette dynamique collective par des auteurs pragmatistes d'être trop abstraites et de manquer de réalisme sociologique. Woods est beaucoup plus fin que cela. D'une part, il faut relire la précieuse série d'enquêtes de « sociologie de quartier » publiées par les *settlement workers* de South End House – *City Wilderness* (1898) sur le South End, *Americans in Process* (1902) sur le North End et West End de Boston. Les premières études sérieuses de sociologie empirique relèvent de la *settlement sociology* ou du *social survey*, autant que de la sociologie universitaire. Dans les enquêtes de la South End House, on découvre la variété de groupes nationaux, ethniques et religieux qui se sont installés dans la ville de Boston, et les multiples stratégies qu'ils développent pour se « faire une vie » aux États-Unis, en s'impliquant dans de multiples « communautés d'intérêt ». Certains de leurs attachements vont à des lignages familiaux ou à des communautés villageoises qui ont un pouvoir de coercition beaucoup plus fort que leur libre-arbitre de personnes, mais ils tendent à s'atténuer au cours du temps ou avec le passage des générations en Amérique. D'autres attachements sont d'ordinaire beaucoup moins contraignants, quoique non moins vitaux : Follett parle de la « liberté de s'auto-attacher et de s'auto-détacher » (1918 : 77) qui est le propre des associations volontaires en démocratie. On retrouve ce type de liens, plus ou moins choisis et consentis, plus ou moins nécessaires ou incontournables, dans des clubs de sociabilité et de loisir (les institutions de « récréation constructive » proposées aux jeunes travailleuses, par exemple, selon Woods & Kennedy *et al.*, 1913 : chap. IX), dans des gangs (ces cliques de rue, qui gravitent souvent autour des saloons et des partis politiques, et dans lesquels Addams, 1907 : 177, voit une école de « gouvernement démocratique ») ou dans des groupements de solidarité religieuse, des caisses

de secours mutuel, des unions syndicales (organisées selon des partitions de métiers ou par affinités ethniques ou nationales)...

Le quartier abrite donc des configurations d'interdépendances, de solidarités et de loyautés à géométrie variable, plus ou moins inclusives ou exclusives, plus ou moins sécantes les unes avec les autres, et qui, la plupart du temps, en débordent les frontières. Groupement de groupements primaires, entretissé de relations secondaires, il est une sorte de conglomérat de populations mobiles d'un point de vue géographique, contrôlé par des leaders communautaires, des clercs et des « bossés », traversé par des bandes rivales au service des machines politiques et du crime organisé, travaillé par les conséquences de la division du travail et de l'exploitation industrielle, déjà exposé aux premiers feux du consumérisme et de la culture de masse. Le quartier des réformateurs, puis des sociologues et des urbanistes, n'est pas donné en soi, serein cocon de la vie collective : pensé sous le signe de la « désorganisation » et de la « démoralisation », il est plutôt un *problème pratique à résoudre et un collectif à faire émerger*. Plusieurs « agences » s'y emploient, comme les *social settlements* et les *community centers*, dont les projets, juridictions, et clientèles empiètent les uns sur les autres (comme l'analyse Woods, 1921/1923 : chap. XXVI), mais qui poursuivent plus ou moins le même objectif : revitaliser le quartier pour refonder la république. Déjà, en 1914, ces agences se professionnalisent et s'institutionnalisent, tandis que s'émousse l'élan réformateur. Travail social et à un moindre degré, organisation communautaire deviennent des métiers à part entière, diplômés et rémunérés, tandis que les différents équipements et services proposés jusque-là par des activistes, avec le soutien de mécènes locaux ou de fondations philanthropiques, sont de plus en plus pris en charge, financés et contrôlés par les pouvoirs publics, en particulier par les programmes nationaux du gouvernement fédéral et à partir du New Deal, par des Caisses communautaires (*community chests*). Bientôt, des experts en écologie humaine et en planification et management urbains vont prendre le relais de l'étude du quartier...

BIBLIOGRAPHIE

- ADDAMS Jane (1902), *Democracy and Social Ethics*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1899), « A Function of the Social Settlement », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 13, p. 33-55 (trad. fr. à paraître dans *Pragmata*, 2021, n°4).
- ADDAMS Jane (1907), *Newer Ideals of Peace*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House With Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- BOURNE Randolph (1917/1919), « A Twilight of Idols », in *Untimely Papers*, J. Oppenheim (ed.), New York, B. W. Huebsch, p. 114-139.
- BOURNE Randolph (1919), « Unfinished Fragment on the State », in *Untimely Papers*, J. Oppenheim (ed.), New York, B. W. Huebsch, p. 140-230.
- CARSON Mina (1990), *Settlement Folk: Social Thought and the American Settlement Movement 1885-1930*, Chicago, University of Chicago Press.
- COOLEY Charles H. (1909), *Social Organization : A Study of the Larger Mind*, New York, Charles Scribner's Sons.
- DANIELS Johns (1920), *America Via the Neighborhood*, New York et Londres, Harper & Brothers.
- DAVIS Allen F. (1967), *Spearheads for Reform: The Social Settlements and the Progressive Movement, 1890-1914*, New York, Oxford University Press.
- DEWEY John (1922), *Human Nature and Conduct : An Introduction to Social Psychology*, New York, Henry Holt and Company.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard (LW2.237-2.382).
- DEWEY John & Evelyn DEWEY (1915), « School as Social Settlement », in *Schools of To-Morrow*, New York, E. P. Dutton, chap. 8 (trad. fr. à paraître dans *Pragmata*, 2021, n°4).
- DUDLEY Helena S. (1894), « Relief Work Carried on in the Wells Memorial Institute », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 5, p. 61-81.
- DWYER-Ryan Meaghan (2016), « The Making of an Irish and a Jewish Boston, 1820-1900 », *Historical Journal of Massachusetts*, 44 (2), p. 42-87.
- FOLLETT Mary P. (1913a), « The Social Centre and the Democratic Ideal », Communication présentée le 14 décembre, à Ford Hall Forum, pour les membres de la Boston Social Union.
- FOLLETT Mary P. (1913b), « Evening Recreation Centers », *The Playground*, janvier 1913, p. 384-400.
- FOLLETT Mary P. (1913-14), « Committee on Extended Use of School Buildings », *Bulletin : The Women's Municipal League of Boston*, mai 1913, p. 8-13 et avril 1914, p. 14-29.

- FOLLETT Mary P. (1918), *The New State : Group Organisation, the Solution of Popular Government*, New York, Longmans, Green and Co
- FOLLETT Mary P. (1919), « Community is a Process », *The Philosophical Review*, 28 (6), p. 576-588
- FOLLETT Mary P. (1924), *Creative Experience*, New York, Longmans, Green and Co.
- HANDLIN Oscar (1941), *Boston's Immigrants 1790-1865 : A Study in Acculturation*, Cambridge, Harvard University Press.
- HUEBNER Daniel R. (2014), *Becoming Mead : The Social Process of Academic Knowledge*, Chicago, The University of Chicago Press.
- LIPPMANN Walter (1914), *Drift and Mastery: An Attempt to Diagnose the Current Unrest*, New York, Mitchell Kennerly.
- MEAD George Herbert (1909-10), « On the Role of Social Settlements (n.d.) », in *Special Collections Research Center, George Herbert Mead Papers*, Box 15 Folder 14 (in *G. H. Mead : A Reader*, Filipe Carreira da Silva (ed.), New York et Abingdon, Routledge, 2011, p. 247-253 – trad. fr. à paraître dans *Pragmata*, 2021, n°4).
- MEAD George Herbert (1930), « Cooley's Contribution to American Social Thought », *American Journal of Sociology*, 35, p. 693-706.
- MORGAN J. Graham (1969), « The Development of Sociology and the Social Gospel in America », *Sociological Analysis*, 30 (1), p. 42-53.
- MUGGINS Nathan Irving (1971), *Protestants Against Poverty : Boston's Charities, 1870-1900*, Westport, Conn., Greenwood Press.
- RAINWATER Clarence E. (1920), « Community Organization », *Studies in Sociology*, 4 (3), Sociological Monograph n°15, Los Angeles, University of South California.
- REED John S. (1919/1976), *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, Éditions Maspero
- RICHMOND Mary (1917), *Social Diagnosis*, New York, Russell Sage Foundation.
- RICHMOND Mary (1922), *What is Social Case Work ? An Introductory Description*, New York, Russell Sage Foundation.
- SANDERSON Dwight (1919), « Democracy and Community Organization », *Publications of the American Sociological Society*, 14, p. 84-86.
- SANTAYANA George (1911), « The Genteel Tradition in American Philosophy », (conférence donnée à la Philosophical Union de l'Université de Californie, 25 août).
- SHAPIRO Edward S. (1978), « Robert A. Woods and the Settlement House Impulse », *Social Service Review*, 52 (2), p. 215-226.
- SIMKHOVITCH Mary K. (1938), *Neighborhood : My Story of Greenwich House*, New York, W. W. Norton & Company.
- STEINER Jesse F. (1922), « Community Organization : A Study of Its Rise and Recent Tendencies », *The Journal of Social Forces*, 1 (1), p. 1-18.

- TAYLOR Graham (1913), « Survival and Revival of Neighbourship », in Id., *Religion in Social Action*, New York, Dodd, Mead, and Company, chap. VIII.
- TAYLOR Graham (1930), *Pioneering on Social Frontiers*, Chicago, The University of Chicago Press.
- TONN Joan C. (2003), *Mary P. Follett : Creating Democracy, Transforming Management*, New Haven, CT, Yale University Press.
- TROLANDER Judith Ann (1975), *Settlement Houses and the Great Depression*, Detroit, Wayne State University Press.
- TUFTS James H. (1919), « Reviewed Work(s): The New State: Group Organization the Solution of Popular Government by M. P. Follett », *International Journal of Ethics*, 29 (3), p. 374-377.
- WARD Edward J. (1913), *The Social Center*, New York et Londres, D. Appleton and Company.
- WHYTE William Foote (1939), « Race Conflicts in the North End of Boston », *The New England Quarterly*, 12 (4), p. 623-642.
- WILLIAMS Joyce E. & Vicky M. MACLEAN (2012), « In Search of the Kingdom : The Social Gospel, Settlement Sociology, and the Science of Reform in America's Progressive Era », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 48 (4), p. 339-362.
- WILLIAMS Joyce E. & Vicky M. MACLEAN (2020), « In Search of Neighborhood: South End House and its Legacy for Sociology and Social Work », *Journal of Sociology and Social Work*, 8 (1), p. 48-60.
- WILSON Lucius E. (1919), *Community Leadership : The New Profession*, New York, American City Bureau
- WOODS Eleanor Howard Bush (1929), *Robert A. Woods, Champion of Democracy*, Boston, Houghton, Mifflin and Company.
- WOODS Robert A. (1893/1923), « University Settlements as Laboratories in Social Science », communication à l'International Congress of Charities, Correction and Philanthropy, in Id., *The Neighborhood in Nation-Building*, Boston et New York, Houghton Mifflin Co, chap. II, p. 30-46.
- WOODS Robert A. (1905), « Social Work: A New Profession », in Id. (1923), *The Neighborhood in Nation-Building*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company, p. 88-104.
- WOODS Robert A. (1912), « The Recovery of the Parish : An Address Before the Faculty and Students of Andover Theological Seminary », in Id. (1923), *The Neighborhood in Nation-Building*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company, p. 133-146.
- WOODS Robert A. (1914), « The Neighborhood in Social Reconstruction », *American Journal of Sociology*, 19 (5), p. 577-591.
- WOODS Robert A. (1918), « The Regimentation of the Free », in Id. (1923), *The Neighborhood in Nation-Building*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company, p. 207-219.

- WOODS Robert A. (1921/1923), « The Settlement Reconsidered in Relation to Other Neighborhood Agencies », communication à la National Conference of Social Work, in Id., *The Neighborhood in Nation-Building*, Boston et New York, Houghton Mifflin Co, p. 265-284.
- WOODS Robert A. (1923), *The Neighborhood in Nation-Building : The Running Comment of Thirty Years at the South End House*, Boston et New York, Houghton Mifflin Co.
- WOODS Robert A. & RESIDENTS AND ASSOCIATES OF THE SOUTH END HOUSE (1898), *City Wilderness : A Settlement Study (South End Boston)*, Boston et New York, Houghton, Mifflin and Company.
- WOODS Robert A. & RESIDENTS AND ASSOCIATES OF THE SOUTH END HOUSE (1902), *Americans in Process : A Settlement Study (North and West End Boston)*, Boston et New York, Houghton, Mifflin and Company.
- WOODS Robert A. & Albert J. KENNEDY (1922), *The Settlement Horizon*, New York, Russell Sage Foundation.
- WOODS Robert A., Albert J. KENNEDY & NATIONAL FEDERATION OF SETTLEMENTS (introduction de Jane Addams) (1913), *Young Working Girls*, Boston, Houghton Mifflin Co.

NOTES

1 Denison House est impulsée par un groupe de femmes formées à Wellesley College. College Settlements' Association avait été fondée en 1887 par Helena Dudley, Katharine E. Coman, Katharine Lee Bates, l'auteure de *America the Beautiful* et Vida Dutton Scudder, l'une des premières femmes à étudier à Oxford, avec son amie Clara French, où elle avait été exposée à Tolstoï et G. B. Shaw, aux Fabiens et aux Ruskiniens. Emily Greene Balch (dont Judy Whipps, 2006, fait une « féministe pragmatiste ») est la première *head worker* de Denison House, jusqu'à ce qu'Helena S. Dudley lui succède en 1893. Celle-ci quitte Philadelphie où elle dirigeait la *settlement house* de la College Settlements' Association, et rejoint Boston en pleine crise économique. Dudley (1894) crée une salle de couture (Sewing Rooms) pendant l'hiver 1893-94 qui emploie plus de 300 femmes, dans des ateliers prêtés par le Wells Memorial Institute, qui produisent des draps et vêtements pour la Croix Rouge, l'hôpital de Boston et autres asiles et hospices (avec un financement du Citizens' Relief Committee, puis au printemps 1894, une souscription). Mais Denison proposait aussi bien des cours d'infirmerie que de littérature, de cuisine ou de menuiserie, organisait des camps d'été pour les enfants et mettait à disposition un dispensaire, une bibliothèque et un gymnase. Dudley sera très engagée, avec d'autres résidentes, Vida Scudder

et Mary Kenney O'Sullivan, dans la bataille contre les *sweatshops*. On les retrouve dans les rangs de la Women's Trade Union League, fondée en 1903, et aux avant-postes des grèves comme la Bread and Roses, dans l'industrie textile à Lawrence, Mass., en 1912. Avec Addams, elles militent au sein du Comité international des femmes pour la paix permanente, créé à la suite du Congrès de La Haye de 1915, qui devient en 1919 la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

2 Andover House était initialement conçu par Tucker et Woods comme le « laboratoire de terrain » du séminaire de théologie (Woods, 1929 : 76). Et l'invention d'un nouveau christianisme dans les settlements est au cœur de l'école d'été d'éthique organisée en 1892 à Plymouth, Mass., où se retrouvent Addams et Woods (Woods, 1929 : 64) (les actes sont publiés dans *Philanthropy and Social Progress*, New York, T. Y. Crowell and Co., 1893). On peut citer une phrase plus tardive de « The Recovery of the Parish » (1912/1923 : 136) : « La fraternité de voisinage (*neighborhood fellowship*), sans le moins du monde diminuer la valeur de loyautés particulières à une foi, une culture ou une tradition, peut les envelopper et les pénétrer, tout comme le radium émet ses rayonnements à travers des objets apparemment solides. Cela constitue la puissance merveilleuse de l'idée de voisinage et sa capacité d'adaptation supérieure

à nos besoins politiques et moraux. Le quartier est donc la première unité de mesure pour le progrès du Royaume de Dieu ; et il se tient prêt à la portée de chaque église locale. » Pour la connexion entre *settlements*, sociologie naissante et Social Gospel, cf. Morgan (1969) et Williams & McLean (2012). Deux marqueurs de l'éthique protestante de Woods : il est favorable à la Prohibition de l'alcool et se bat auprès de la Commission des licences (*Licensing Board*) de Boston dans ce sens (Woods, 1929 : 206-207, 262, 286 sq. et 297-298) tout comme il est aux avant-postes de la lutte contre le « mal de la prostitution » et contre l'hypothèse de son maintien, moyennant sa ségrégation (*ibid.* : 134, 280-281, 291).

3 Boston Equal Suffrage Association for Good Government, Massachusetts Woman Suffrage Association, Good Government association, Women's Municipal League, Massachusetts Society for Promoting Good Citizenship, National Community Centers Association (fondée en 1916), National Federation of Settlements and Neighborhood Centers (fondée en 1911), National Education Association, Children's Welfare League, Home and School Association.

4 Randolph Bourne (né en 1886), qui avait étudié avec Dewey à Columbia, s'engage dans une critique dévastatrice de l'État, interrompue par sa mort (Bourne, 1919). John Reed (né en 1887) et Walter Lippmann (né en 1889) s'étaient formés à Harvard, à l'époque où William

James exposait sa « *new philosophical vista* », « radicalement empirique et radicalement romantique » qui avait porté un « choc rude » à la « *genteel tradition* » (Santayana, 1911).

5 Follett dirige alors le Bureau de placement de Boston depuis 1913 – une autre expérimentation civique, destinée à trouver du travail aux jeunes des quartiers. Alors que le mouvement des centres sociaux est en pleine expansion dans les écoles de la ville, elle fait nommer White à la direction du Département pour l'extension de l'usage des écoles publiques (Department of Extended Use of Public Schools), le 25 mai 1914 (Tonn, 2003 : 228). Quand White ira à Washington pour renforcer l'effort de guerre de l'administration fédérale, en 1917, elle sera remplacée par James T. Mulroy – lequel, plus jeune, était passé par le club de discussion de Follett à Roxbury House, Highland Union.

6 Cette école de formation des travailleurs communautaires était située dans l'Educational Building, à Greenwich Village, 70 Fifth Avenue, bâti entre 1912 et 1914, occupé par la New School for Social Research depuis 1972. C'était à l'époque une sorte de pépinière d'organisations progressistes, où l'on rencontrait les quartiers généraux d'un bon nombre d'associations et de syndicats dont Dewey était membre – comme la National Association for the Advancement of Colored People (de 1914 à 1923), mais aussi l'American Union Against Militarism (AUAM

– fondée en 1916) qui a créé par la suite l’American Civil Liberties Union (ACLU), la League for Industrial Democracy, la New York Teachers Union, etc.

7 Merci à Mathias Girel qui a attiré mon attention sur cette question de l’attachement chez Dewey. Nous n’insistons pas ici sur ce qui pourrait être une source de réflexion pour les « politiques du proche » de Laurent Thévenot ou pourrait enrichir la « pragmatique des attachements » d’Antoine Hennion.

RECONSTRUCTION SOCIALE : LA PLACE DU QUARTIER

Robert A. Woods

L'institution familiale existait avant même qu'il y eût une nature humaine. En un sens, ce n'est pas l'humanité qui a créé la famille, mais c'est la famille qui a créé l'humanité¹. Toutefois le voisinage² est une institution plus ancienne encore et plus fondamentalement déterminante que la famille³. Sur le mode de l'association grégaire entre animaux, le voisinage est probablement la matrice qui a permis de protéger et d'encourager les réciprocités subtiles de la famille. Ces groupes possédaient une véritable dimension organique, constituant chacun une « famille de familles ». Le clan et la communauté villageoise des premiers temps ont été la source dynamique des principes fondateurs des formes sociales qui se sont organisées ensuite à une échelle plus étendue.

C'est là je crois l'un des points les plus importants et les plus négligés par l'ensemble des sciences sociales : la relation de voisinage joue un rôle dans la conservation et le progrès de notre société actuelle, elle-même vaste et infiniment complexe, qui n'est pas sans rapport avec le rôle qu'elle a joué dans son évolution créative. On n'en constate pas moins aujourd'hui les signes d'un tout nouvel intérêt, tant théorique que pratique, pour le voisinage et son rôle dans les processus sociaux contemporains.

La singulière négligence du voisinage dans les recommandations pratiques et théoriques sur l'art de gouverner ou sur l'administration non-gouvernementale de la société est pour une bonne part due à l'attitude psychologique de ceux qui étudient et de ceux qui gèrent la société. Lors d'une discussion entre trois géographes éminents – Élisée Reclus, Kropotkine et Patrick Geddes – la question suivante fut posée : « Lorsque vous plongez au plus profond de votre esprit, quelle représentation du monde y trouvez-vous ? » Tous trois répondirent

en évoquant une image des cartes en projection de Mercator qui figuraient dans les premiers manuels où ils avaient étudié. Les sciences sociales ne montrent-elles pas que nos esprits sont toujours conditionnés par l'emprise constante, au cours de l'éducation, de ces institutions qui se présentent sous une forme plus ou moins cristallisée, dont les sanctions sont évidentes et inévitables et qui projettent sur nos conduites leur ombre massive et distante ? Avons-nous dépassé en sociologie le stade que représentait pour la médecine la découverte de la circulation du sang ? Si c'est le cas, où en sommes-nous, eu égard à l'observation microscopique de la vie cellulaire et des cultures de germes – par opposition aux diagnostics obsolètes fondés sur l'examen de symptômes à grande échelle ?

L'évolution sociale passée n'est pas le seul argument en faveur du quartier : ce dernier est aujourd'hui l'un des éléments qui présente le plus d'intérêt du point de vue de la méthode scientifique, que ce soit à un niveau théorique ou appliqué. Le quartier est par essence suffisamment vaste pour contenir en son sein tous les problèmes de la ville, de l'État et de la nation ; voire, dans un nombre de cas croissant aux États-Unis, tous les principaux enjeux internationaux. Il est suffisamment vaste pour que s'y manifestent ces problèmes dans une forme communautaire identifiable, et qu'ils donnent lieu à une ébauche de sentiment social ou d'action sociale. Il est suffisamment vaste pour donner à voir toute la gamme des intérêts et des attachements extra-familiaux qui dans les communautés pleinement développées tendent de plus en plus à brouiller les frontières de la famille. Il est suffisamment vaste pour que les faits et les forces de sa vie publique y soient significatifs et lourds de conséquences : il peut abriter et soutenir un sens public en germination.

D'un autre côté, le quartier est suffisamment petit pour constituer une unité communautaire contrôlable et intelligible. C'est d'ailleurs la seule qui le soit réellement : la vraie raison pour laquelle l'administration de la ville s'effondre, c'est qu'elle ne se laisse pas concevoir. On peut se donner une représentation concrète du quartier, alors que ce

n'est pas le cas et ce ne le sera jamais de la ville dans son ensemble, si ce n'est comme intégration organique de ses différents quartiers.

Comme chacun sait, la bataille pour un gouvernement démocratique n'est menée pour l'instant que par des tireurs d'élite et par des éclaireurs. Le cœur de l'armée et ses détachements à l'arrière n'ont pas encore été engagés. Mais cette grande majorité n'en est pas moins déjà impliquée ardemment, consciemment, et avec un certain succès, dans la gestion démocratique des affaires du quartier. Le quartier est une arène publique vitale pour la plupart des hommes et la quasi-totalité des femmes et des enfants. Tous y jouent un rôle de citoyens, et beaucoup d'entre eux – y compris parmi les enfants – celui de gouvernants, qui planifient et réalisent des projets en vue du bien-être collectif. C'est à mesure que le quartier se révélera publiquement à lui-même – en découvrant les valeurs publiques qui lui sont propres, en harmonisant ses intérêts avec ceux des autres quartiers – que le gros des troupes de la citoyenneté seront progressivement lancées dans la bataille du bon gouvernement municipal et de la bonne gestion culturelle de la ville. Ce processus contribuera alors de manière décisive et définitive à humaniser notre système politique, industriel et moral.

J'ai tendance à penser que le sentiment que le quartier a de lui-même est la forme de conscience sociale la plus empreinte de dignité. La famille peut être tenue en abjection, jamais le quartier. La ville peut admettre sa propre disgrâce, mais le quartier la considérera toujours comme imposée de l'extérieur. La nation peut éprouver des émotions de repentir, les universités ou les églises peuvent faire leur *mea culpa* si elles se trouvent sous accusation, mais le quartier ne tolère aucune critique de l'extérieur, et peu de l'intérieur.

Ce sentiment parfois excessif de respect de soi collectif fait que le leadership du quartier, s'il veut être effectif et continu, doit être fondé sur des relations honnêtes et égalitaires. Le boss local, s'il peut à l'échelle de la ville faire un usage autocratique du pouvoir qu'il tient du quartier, doit toujours continuer à faire partie des gens du coin ;

et il doit faire attention à ne jamais les duper à propos de leurs intérêts locaux. Mais il est difficile de tromper un quartier sur ses propres affaires.

Le quartier est un groupe social particulièrement spontané. Il est un milieu de vie où l'on peut observer toutes les dimensions des relations humaines. Le sentiment collectif du quartier est forgé par une palette d'émotions qui n'ont pas été transformées en généralités ou en abstractions, et qui embrayent sur l'action aussi directement et sûrement que celles d'un enfant. Ce ne sont pas des schèmes lisses et désincarnés, produits par imitation, mais un drame plein d'allant et d'aventure⁴. Dans le quartier, chaque jour est un nouveau jour. L'action s'y déploie en plein air et au grand jour. La psychologie des foules et les mystérieux courants du sentiment populaire, tels que nous pouvons les observer « au télescope » à plus grande échelle, sont constamment à vif au sein du quartier.

Le quartier est l'expression la plus satisfaisante et la plus éclairante de l'extension sociale de la personnalité ainsi que de l'entrelacs complexe qui forme le jeu des personnalités. Avec ses contours bien définis, sa complétude organique, ses réactions capillaires, il s'apparente, plus qu'aucune autre unité sociale, à un esprit social.

Le contexte moderne, marqué par la spécialisation industrielle, l'accroissement de la mobilité de la population et la facilitation des processus d'intercommunication, a entraîné une certaine désintégration de la vie de quartier. Mais à l'exception de quelques portions des centres d'affaire des grandes villes, cette désintégration n'est pas allée aussi loin qu'on ne le pense d'ordinaire. Le temps est venu aujourd'hui de renouveler notre confiance dans la vitalité du quartier comme unité morale et politique. Les quartiers désorganisés doivent faire l'objet d'un effort particulier de reconstruction. Dans un grand élan patriotique, il faut que ces quartiers, et plus largement tous ceux qui ont perdu leur leadership responsable, reçoivent une transfusion de sang civique à même de fluidifier en profondeur le fonctionnement

de ces « familles des familles ». Les communautés locales doivent être inspirées par la redécouverte de leurs énergies collectives latentes, et leur donner une forme moderne, en accord avec les standards de notre époque.

Tout comme en médecine, les découvertes sont ici réalisées sous l'impulsion et sous la menace de la maladie. Toutefois la grande utilité de ces expérimentations en conditions difficiles n'est pas de permettre la guérison ou la prévention d'une dégénérescence spécifique, mais bien d'encourager la promotion et l'amélioration du bien-être général et ordinaire. Cette nouvelle conception du quartier, telle qu'elle s'est développée dans les quatre cents *settlement houses* qui ont émergé aux États-Unis au cours de cette génération, trouvera son aboutissement dans un mouvement national en faveur d'une nouvelle synthèse entre le bien-être du quartier et la puissance productive.

S'agissant du transfert du leadership social d'une communauté locale à l'autre, il faut souligner que le quartier, bien qu'il soit par essence un cercle intime, est au fond toujours accueillant et disposé à intégrer de nouvelles recrues. Si le premier impact d'une nouvelle arrivée peut être parfois glaçant, le nouvel arrivé finit toujours presque automatiquement par gravir les échelons de ce qui constitue la plus grande et la plus libre des franc-maçonneries humaines. Comme l'a suggéré Mark Twain, lorsque quelqu'un s'assoit à côté de nous dans le compartiment d'un train, nous éprouvons toujours d'abord un sentiment d'intrusion ; puis après un moment, quelque chose se produit qui fait que partager le même siège devient une affaire d'intérêt commun, et que le sentiment de rejet se dissout dans une chaleur amicale diffuse.

C'est sans doute l'un des faits sociaux les plus remarquables : depuis des temps immémoriaux, lorsque quelqu'un autre vient s'installer à côté de chez soi, on comprend instinctivement que de ce seul fait, il est un allié qui peut revendiquer d'être traité en camarade. Cet instinct humain profondément enraciné est capable de produire des

résultats décisifs et révolutionnaires. Parmi les atouts encore inexplorés, à découvrir, qui nous permettront à l'avenir de multiplier richesse et bien-être, n'a-t-on pas là la pechblende⁵ d'où l'on extraira, par la magie de la science sociale appliquée à venir, le nouveau radium de la productivité économique et morale ?

De ce point de vue, la science de la communauté a besoin de ses laboratoires de quartier comme de l'une des ressources les plus essentielles. Les personnes à haut niveau d'instruction sont presque toutes arrachées très jeunes à l'expérience du quartier, et n'y reviennent que très rarement. Nous perdons ainsi – parfois sans même nous en rendre compte – l'occasion d'une étude expérimentale et pragmatique des relations humaines typiques. L'expérience du quartier est une de ces valeurs essentielles de la vie que nous ignorons avoir oubliées. Et puisque les seuls échanges réels que nous avons se réduisent le plus souvent au sixième de la population des villes que constituent les professions commerciales et libérales – c'est-à-dire des classes déracinées, détachées du voisinage – nous attribuons au quartier aussi peu d'intérêt scientifique que le suggèrent les souvenirs évanescents que nous en avons. Il est au contraire indispensable que les sciences sociales, telles qu'elles sont organisées aujourd'hui, opèrent un changement de cap, une véritable conversion, pour s'ouvrir aux ressources intellectuelles sans fin et aux potentialités inépuisables d'amélioration de l'ordre social qui résident dans la vie de quartier.

Comme nous l'avons suggéré, les principaux efforts en matière de recherche sur le quartier ont été accomplis dans le cadre d'expérimentations visant une meilleure organisation de quartiers désintégrés, le plus souvent à partir d'initiatives extérieures à ces quartiers. Le maître mot de ces efforts est la participation. Celle-ci dépend notamment de personnes qui s'installent à temps plein dans le quartier et qui mettent à profit leur leadership pour recueillir l'approbation et s'assurer de l'engagement des gens du quartier. Le groupe des travailleurs de quartier, à mesure qu'il s'accroît, inclut du personnel d'encadrement, des fonctionnaires administratifs de différents grades et

des travailleurs spécialisés dans différents services. Il recourt principalement à deux leviers d'action : d'abord, à toute une gamme de cours et de clubs, plus ou moins formels, depuis les classes prénatales destinées aux mères jusqu'aux formations pour adultes ; ensuite, à un large répertoire d'actions informelles, consistant par exemple à visiter systématiquement les rues principales, les transversales et les ruelles – jusqu'aux grandes routes et aux clôtures de jardins – en commençant par la circonférence du quartier et en se rapprochant progressivement de son centre.

Les intérêts communs les plus évidents qu'il convient de développer et d'encadrer relèvent de trois grands domaines : la santé, la formation professionnelle et les loisirs.

Le fait que les villes modernes n'ont pas encore prouvé leur capacité à reproduire leur propre population constitue très directement un défi humain pour les travailleurs de quartier. La moitié des enfants de chaque cohorte meurent avant d'être en âge de produire : la maladie et la mortalité de ces enfants sont deux des plus grands gâchis économiques de notre temps. Le travail de réorganisation des quartiers essaie ainsi d'influer sur un ensemble de facteurs : un soin et une alimentation convenables pour les enfants ; le développement de visites médicales et de soins infirmiers au sein des écoles publiques ; la menée de campagnes locales contre la tuberculose ; la création de bains publics, de gymnases et d'aires de jeu ; l'organisation de vacances à la campagne pour les enfants et les adolescents des quartiers surpeuplés de la ville ; enfin le développement soutenu d'une politique réformatrice du logement : toutes ces modalités d'action en faveur de la santé publique. Les contacts directs, réguliers et intensifs pratiqués à cette occasion contribuent largement aux progrès dans ce domaine. En réalité le souci de la santé publique est chose récente : jusqu'à il y a deux ou trois décennies, rien de conséquent n'était accompli en la matière par les autorités de santé publique, à l'exception de quelques sursauts après les épidémies. Si la bannière d'un mode de vie humain a été levée dans les faubourgs les plus

modestes, c'est parce que des personnes pleines d'intelligence et de ressources sont venues vivre en plein cœur de ces quartiers et se sont directement confrontées à ces périls sanitaires. Leur action a largement contribué au mouvement actuel de promotion d'une hygiène publique durable et généralisée au sein de nos villes.

Rappelons que cette puissante entreprise, qui a déjà tant accompli pour l'espèce humaine à travers la diffusion massive de savoirs pratiques en matière de soins et d'amélioration de la santé, ne peut améliorer ni conserver ses résultats sans les étendre à chaque pas de porte et à chaque foyer. Avec l'échec de la méthode institutionnelle de prise en charge des enfants abandonnés, et le retour à un souci de reconstruire plutôt que d'abolir la vie familiale, aussi dégradée soit-elle, d'importantes responsabilités reposent désormais sur les mères moyennes et en dessous de la moyenne au sein des quartiers relativement démunis. Il faut donc mettre en place un système efficace à l'échelle du quartier pour former les mères à leur tâche et les y maintenir ; il faut également susciter et entretenir en permanence un sentiment de quartier et un commérage de quartier qui les encouragent à être à la hauteur, mentalement et moralement, du rôle que la civilisation leur confie.

Un autre des grands gâchis de notre société est le manque à gagner en termes de productivité causé par l'absence de formation professionnelle. Placez un groupe de jeunes gens des plus sérieux, qui ont reçu la meilleure préparation à la vie active que leur époque peut offrir, dans un quartier où la grande majorité des enfants quittent l'école sans aucune préparation et se retrouvent livrés à eux-mêmes dans les flux d'activité déroutants de la grande ville : vous aurez rapidement un groupe de défenseurs ardents et infatigables de la formation professionnelle au sein du système des écoles publiques. La forte tendance actuelle dans ce sens doit beaucoup à de telles expériences. De même, la prise de conscience croissante, chez les parents de la classe ouvrière, de l'importance d'une telle formation – comme en témoigne le changement d'approche récent des syndicats de travailleurs sur ce

sujet – est dans des proportions comparables le fruit de l'action des travailleurs sociaux locaux.

Si l'on admet que tout au plus 15 % de la nouvelle génération bénéficie actuellement d'une formation adaptée à une vie de travail productif intelligent, alors l'un des défis sociaux les plus importants du temps présent consiste à doubler cette proportion. Comme l'a souligné le Professeur Marshall, c'est là l'une des voies les plus prometteuses pour augmenter rapidement la richesse nationale. À ce titre, l'accomplissement de cet effort, l'encouragement des parents aussi bien que l'orientation des jeunes dans ces carrières professionnelles doivent, dans un premier temps tout au moins, s'appuyer sur des relations de quartier efficacement organisées⁶.

Les loisirs des jeunes gens constituent dans toutes les sociétés un problème capital. Mais dans les foyers et les quartiers qui ont perdu leur cohésion, ils sont continuellement menacés de tragédie morale. L'enquête sur le travail des jeunes filles, menée ces deux dernières années par la Fédération nationale des *settlements*⁷ à partir des données collectées par 2 000 travailleurs sociaux, fait apparaître très clairement que lorsque les jeunes filles salariées cessent de trouver dans leur quartier un rendement satisfaisant en comparaison de leurs efforts, elles sont précipitées, par toutes les forces de leur être, vers une véritable embuscade morale. Comme l'a suggéré le président Lowell⁸ dans un discours auprès des dortoirs d'étudiants de première année, les loisirs des jeunes gens ne présentent pas de danger lorsque ces derniers bénéficient de conditions de vie et des relations normales ; mais ils prennent un tour menaçant lorsqu'il devient nécessaire de les chercher hors du mode de vie normal. Il en va partout ainsi avec la jeunesse. Ce sont les résidents des *settlements* qui rendent en ce sens les meilleurs services sociaux, en consacrant toute leur énergie à la mise en place de programmes de loisirs au sein du cercle immédiat de leurs connaissances dans le quartier. Ces leaders acquièrent alors une autorité qui leur permet, avec le consentement libre et entier des habitants, de promouvoir de meilleures normes en matière d'habitudes

sociales et de conduites personnelles. Pour ceux qui connaissent la moralité sexuelle parfois chancelante de nos grandes villes, on ne saurait exagérer la valeur d'une telle méthode, qui dépend d'une étude minutieuse et d'une pratique régulière et exhaustive de la sociologie de quartier (*neighborhood sociology*), telle que la développerait pour ses propres objectifs le plus rôdé des politiciens locaux⁹.

La nouveauté la plus significative dans les politiques de prise en charge des malades et des délinquants moraux au sein de nos institutions publiques et semi-publiques réside dans le système des ainsi-nommés services sociaux, et dans le travail d'« accompagnement » qui permet de réintégrer le patient ou le détenu dans la vie locale de sa communauté, grâce encore une fois à la compétence et à la persévérance des agents de terrain spécialisés. Ce travail passe par la constitution d'un réseau de contacts locaux qui accueillent chaleureusement le convalescent, physique ou moral, tout en réduisant drastiquement les risques qu'il s'écarte à nouveau d'un mode de vie normal.

Tout ceci donne l'impulsion technique pour transformer ce réseau en barrage efficace qui retienne les cas sur leur trajectoire de déclin physique ou moral ; et au-delà, pour construire un système cohérent et puissant de forces positives de développement, qui affecte toutes les phases de la vie des habitants du quartier depuis l'enfance et qui, peu à peu, mette de côté les seuls objectifs de prévention en faveur de ce que requiert l'accomplissement le plus riche et le plus intense de soi.

Avec l'émergence de tels intérêts au sein du quartier, on voit se développer progressivement un tissu de liens qui traverse les clivages raciaux et religieux. Comme on l'oublie malheureusement trop souvent, les villes des États-Unis ont vu progressivement s'accumuler et s'entremêler en leur sein tous les problèmes liés à la démocratie politique et industrielle, ainsi que ceux posés par le cosmopolitisme. Ces enjeux liés à l'instinct racial, que les autres nations ne rencontrent qu'à leurs frontières ou tout au moins à distance, nous les retrouvons au cœur de notre vie communautaire la plus intense. Tous les

efforts d'unification des citoyens bien-intentionnés autour de politiques de bien-être social et de progrès sont régulièrement battus en brèche avec une grande facilité par l'utilisation habile des mots d'ordre raciaux et religieux – d'où l'impérieuse nécessité patriotique qu'il y a à rechercher les fondations authentiques permettant de bâtir une solide unité d'intérêt et d'action. L'instinct de voisinage démontre ici, une fois encore, sa valeur inappréciable de ciment de la démocratie du ^{xx}^e siècle. Toutefois il est nécessaire de ne pas laisser libre cours à cet instinct. L'injection d'un type de leadership de quartier en accord avec les standards économiques, politiques et moraux américains est ici indispensable. Sans cela, le sentiment de voisinage risquerait de transformer l'assimilation des immigrés en un simple assemblage d'éléments étrangers, aussi éloigné des standards américains que ses constituants originaux.

Dans le cadre d'un leadership américain, éclairé et patriote, tous les aspects de la culture immigrée sont non seulement respectés mais encouragés ; simultanément, les différents profils d'immigrants sont progressivement réunis sur la base d'intérêts communs en matière d'hygiène, de profession et de loisir, à travers des formes multiples d'association utile et cordiale – et ce, jour après jour, année après année, jusqu'à ce que ces relations de quartier constituent en elles-mêmes un socle de convictions que ne saurait ébranler aucun appel aux anciens préjugés, et sur lequel puissent fermement compter les appels au patriotisme civique et national.

Un tel cadre offre à l'immigrant l'accueil dont il rêvait : il met à l'abri ses enfants des tentations fâcheuses contre lesquelles il ne pouvait pas les protéger. Il permet de reconnaître publiquement les savoir-faire manuels, les héritages familiaux et les compétences musicales ou théâtrales que les différents groupes d'immigrants apportent avec eux. Il consacre des efforts particuliers à éviter que l'écart ne se creuse entre les enfants et les parents, notamment les mères, du fait du processus d'américanisation – bref il préserve la trame de ce qu'il y a de

meilleur dans la famille des nouveaux-venus tout en les intégrant patiemment aux relations locales communes.

À ce stade, on peut avancer trois points quant au problème général de l'immigration :

1. le déferlement continu sur le quartier de vagues d'immigration toujours nouvelles rend tous ces efforts particulièrement difficiles, voire provisoirement impossibles ;

2. le processus d'intégration au quartier, intelligemment piloté, pourra être la façon la plus efficace de mesurer la valeur présente et future de ces efforts pour la nation ;

3. quoique l'on pense des restrictions en matière d'immigration, ce que l'on ne peut pas mettre en question est que la seule politique possible, une fois les immigrants arrivés, est de les initier à nos standards de vie ; dans cette perspective, le travail de quartier, accompli raisonnablement, est une ressource indispensable.

Tous ces efforts font émerger aujourd'hui une véritable capacité communautaire démocratique. Conséquence directe ou indirecte du travail des *settlements*, des sociétés de promotion locale qui portent le germe d'une vie démocratique naissante se créent dans les quartiers ouvriers de certaines de nos plus grandes villes – une avancée civique qui vaut plus, pour les personnes concernées, que la maîtrise de tous les manuels de gouvernement constitutionnel.

La stratégie initiale pour promouvoir ces organisations est en réalité assez simple. Il est toujours possible, lorsqu'on ne trouve pas d'autre réponse générale à un problème, d'inciter les gens à se plaindre. On les encourage alors à formuler des réclamations auprès des services locaux de la mairie. Ces réclamations sont ensuite classées, et les plus générales peuvent servir de motif à une expression commune. Cette expression commune se traduit alors en un moment spécifique d'action commune. Cette dernière, si elle atteint

les résultats escomptés, aura été l'occasion d'une expérience complète et achevée de la citoyenneté, qui marque l'aube d'une véritable conscience civique.

La répétition de telles expériences – la découverte que la démocratie n'est pas seulement répressive, mais constructive, de manière tangible, qu'elle ne repose pas simplement sur l'honnêteté, mais aussi sur le bon fonctionnement de l'administration et que ses bénéfices concrets s'étendent à tous de la même manière – tout cela constitue l'aventure vitale par laquelle un groupe de voisins prend goût à la citoyenneté, et se voit contaminé par son virus.

La démocratie politique, comme système de coopération à grande échelle, commence avec l'unité sociale la plus microscopique qu'est le quartier. Les utopies sociales qui se sont succédé au fil du temps – à l'exception des deux ou trois dernières décennies dominées par les conceptions grossières du mécanisme urbain et les visions à courte vue de la nationalité – se sont toujours centrées sur la communauté locale idéale. Il y a de bonnes raisons de penser que le *settlement* est un projet plus viable et plus scientifique que celui de Fourier¹⁰, ne serait-ce que parce qu'il accomplit les objectifs de Fourier de manière plus efficace et concluante. Certaines organisations de travailleurs, comme par exemple les Knights of Labor¹¹, ont choisi de se calquer sur les contours de la communauté locale. Le syndicalisme semble lui aussi prendre cette direction. On sait aussi que les coopératives en Angleterre et sur le continent se sont bâties pour une bonne part sur leur affiliation locale aux quartiers et ont consacré beaucoup d'attention à cultiver cette appartenance. Si, comme le croient beaucoup d'observateurs, nous devons assister à une croissance rapide de nouvelles expérimentations en matière de coopération économique les communautés où une conscience du quartier a pris racine seront sans doute le sol fertile où cette graine germera et portera ses fruits. On attribue en général le succès des coopératives en Angleterre et leur échec dans nos contrées à l'homogénéité du peuple anglais par contraste avec le nôtre. Le développement du processus de saine

assimilation au sein du quartier contribuera donc à rendre ces expérimentations envisageables aux États-Unis.

L'une des preuves les plus éclatantes que le quartier reste un point aveugle – conçu tantôt comme le plus petit commun multiple du point de vue du domicile et comme le plus grand diviseur commun du point de vue de l'État – est l'absence presque totale de statistiques compilées et publiées à son propos. Quand on sait les efforts et les dépenses considérables consacrés au recueil de statistiques sur les naissances, la mortalité, la maladie, la déficience, le crime, la santé, le logement, l'industrie, l'emploi, les revenus, la nationalité, etc., il y a une forme tragique de négligence que de tels faits ne soient pas partout regroupés et présentés graphiquement de manière à pointer du doigt ses conditions réelles, bloc par bloc. L'intérêt renouvelé pour la reconstruction du quartier incitera sans doute à faire émerger de telles statistiques, ce qui contribuera en retour à impulser et développer la puissance collective des quartiers.

La mise à disposition de telles données, qui combine le détail de chaque quartier et la vue d'ensemble de la ville ou de l'État, fournira pour la première fois le schéma à partir duquel la municipalité et la république (*commonwealth*), tissées ensemble dans l'entrelacement des quartiers, pourront développer de vastes projets humains au plus près des nuances de la réalité, en ajustant délicatement proportion et perspective. On ne saurait exagérer l'importance de tels résultats pour l'urbanisme. La sociologie, qui est un art autant qu'elle est une science, doit puiser ses données de première main dans la compréhension approfondie du quartier, et reconstruire organiquement de l'échelle du quartier à celle de la nation. C'est aussi ce type de synthèse ascendante qui doit être accomplie, de façon encore plus subtile et exhaustive, non seulement pour l'action politique mais aussi pour l'association volontaire en vue de l'amélioration du bien-être social. À ce titre les fédérations existantes, organisées à des fins de charité scientifique ou mises en place par certaines *settlement houses* avec un programme plus ample et plus constructif, laissent présager

de la valeur des objets et de l'intérêt des techniques d'une fédération bien rôdée des quartiers d'une ville. Les fédérations de *settlements*¹², en unifiant toujours davantage les intérêts locaux des quartiers de logements populaires de la ville, contribuent à éviter le gaspillage d'énergie dû à d'inutiles compétitions, à élever chaque *settlement house* au niveau de la meilleure d'entre elles pour chaque spécialité de service social, à permettre la formation d'experts dans différents domaines et à les faire circuler d'un quartier à l'autre, à répertorier les besoins locaux communs aux différents quartiers pour en dériver des faits attestés utilisables par le gouvernement urbain ou l'assemblée législative de l'État, et à donner accès à la vie urbaine aux citoyens des franges les plus défavorisées.

On trouve dans une ville des États-Unis une Association Unifiée pour le Progrès (United Improvement Association) qui intègre des délégués de quelques dix-huit organisations de progrès local, issues aussi bien du centre-ville que de la périphérie¹³. Cette organisation a progressivement acquis une influence comparable à celle d'un département du gouvernement municipal, à ceci près que ses membres y ont acquis leur statut par le biais du service social dans le quartier. Ce type de fédération permet d'expérimenter une forme sociologique transversale à la hiérarchie de l'organisme social : il traverse la famille, le quartier, le district plus étendu, jusqu'à la ville et l'État. Il permet aussi de redécouvrir la fonction propre de chacune de ces entités, de déterminer quelles fonctions les quartiers assurent au sein de la ville, et quelles fonctions nécessitent un travail d'équipe soigneusement orchestré à l'échelle de la ville ou de l'État.

Deux de nos grandes institutions, encouragées par les résultats des expérimentations en matière de réorganisation des quartiers, commencent à s'éveiller aux vastes possibilités nationales qu'offrirait un esprit de quartier ravivé et rafraîchi. Dans certains États, l'école publique est devenue une sorte de forum où se rencontrent toutes les formes d'intérêts de la communauté locale. Une force experte commence à s'organiser pour le leadership nécessaire et responsable

de cette entreprise. Par ailleurs, les commissions de service social de l'Église, présentes dans pas moins de trente-cinq sections différentes de l'Église chrétienne, commencent à prendre conscience de leurs atouts incontestables pour la reconstruction sociale, et ce même si elles sont parfois enclines à formuler des diagnostics sur les problèmes économiques qu'elles feraient mieux de laisser aux experts compétents. Les églises disposent, en effet, dans chaque communauté locale d'un bâtiment, d'équipements et de membres qui se sont déjà solennellement engagés à travailler avec les membres de la communauté en vue du progrès et du bien-être de celle-ci. L'idée que les églises locales existent moins pour elles-mêmes qu'elles ne se doivent à leur communauté, que le pasteur doit faire de sa congrégation non pas son pré carré, mais sa force, et que les personnes les meilleures et les plus fortes de chaque congrégation locale doivent pouvoir accomplir leurs vœux de service communautaire en coopération avec des personnes issues d'autres congrégation et avec des personnes de bonne volonté, sans lien avec l'Église, cette idée se diffuse de plus en plus rapidement. Tout cela contribue à donner un nouveau visage à certains des problèmes les plus épineux de la démocratie sociale.

NOTES

1 Ce texte est la version française de Robert A. Woods, 1914, « The Neighborhood in Social Reconstruction », *American Journal of Sociology*, 19, 5, p. 577-591 (la traduction de l'anglais au français est de David Amalric ; la présentation et les notes sont de Daniel Cefaï).

2 La catégorie de « *neighborhood* » est impossible à traduire en français dans la mesure où elle renvoie à des façons très différentes de concevoir les relations de voisinage, de les rapporter à l'appartenance à une communauté ou de les investir d'un sens civique et politique. Nous traduisons faute de mieux par « quartier » et gardons parfois, quand le sens l'impose, « voisinage ». La vertu de « *neighborliness* » ne caractérise pas simplement le « bon voisinage », mais elle est au cœur de l'effort des *social settlements* pour créer de la « sympathie » et de la « fraternité » entre voisins et pour faire émerger un quartier auto-organisé et auto-gouverné. Toute la politique progressiste est fondée sur ce travail de reconstruction.

3 Cette remarque initiale sur la famille peut paraître étrange. Une première version de ce texte avait été lue par Woods à la National Conference of Charities and Correction de 1909, dans une section intitulée « Families and Neighborhoods » où Joseph Lee avait présenté un texte sur la famille. Cette section prenait la place d'une autre section qui s'intitulait « Soins

aux familles dans le besoin, à leur propre domicile », donc, hors des institutions spécialisées, dans les quartiers.

4 On peut comparer cette phrase avec celle de la conférence initiale de 1909, rapportée par Eleanor Woods (1929 : 239) : « L'effondrement de l'institutionnalisme, c'est-à-dire des schèmes mécaniques de réforme, dans la vie publique de nos villes, nous oblige à revenir au drame spontané du quartier. »

5 Minerai d'uranium et de radium.

6 C'est très exactement à cette date que les bureaux d'orientation, de suivi et de placement professionnels de Boston ont été créés et installés dans les centres sociaux de quartier : cf. Mary P. Follett, 1912, « The Placement Bureau », *Bulletin : The Women's Municipal League of Boston*, décembre, p. 7-18.

7 Cette enquête, publiée sous le titre de *Young Working Girls* (Boston et New York, Houghton Mifflin Co., 1913) avait été sponsorisée dès 1911 par la nouvellement née National Federation of Settlements and Neighborhood Centers. Robert A. Woods et Albert J. Kennedy en étaient les secrétaires, Jane Addams la présidente.

8 A. Lawrence Lowell, l'auteur de *Public Opinion and Popular Government* (New York, Longmans,

Green, and Co, 1913, dans la collection « American Citizen Series » d'Albert Bushnell Hart), a été le président de Harvard University de 1909 à 1933.

9 Thomas Nixon Carver, auteur de *Principles of Rural Economics* (Boston, Ginn and Company, 1911 : 371), professeur à Harvard et membre du service dédié aux organisations communautaires au Département de l'agriculture, constate que les fermiers en situation de prospérité économique, loin de désirer continuer à vivre avec leur famille sur leur propriété, sont au contraire enclins à venir plus rapidement s'installer en ville.

10 Référence est faite ici à Brook Farm, communauté utopique fondée en 1841 à West Roxbury par George et Sophia Ripley, unitariens, inspirés par les idéaux du transcendentalisme, qui endosseront en 1844 les principes du phalanstère de Fourier. George William Curtis en sera membre, tout comme Nathaniel Hawthorne (*The Blithedale Romance*, 1852) ou Charles Anderson Dana (co-éditeur du journal fouriériste *The Harbinger*). Brook Farm disparaît en 1847.

11 Le Noble and Holy Order of the Knights of Labor – les Chevaliers du Travail – était une organisation ouvrière, antérieure à la formation des syndicats. Elle a été active à partir de 1869 et rassemblait 800 000 membres en 1886, mais qui allait voir son influence décroître brutalement après les émeutes de Haymarket en 1886 et la Panique de 1893.

12 Les *settlements* des South End, West End et North End de Boston s'étaient fédérés en 1908 dans la Boston Social Union, afin d'éviter des processus de redondance et de compétition et organiser de façon plus efficace la coopération des agents spécialisés sur le terrain (infirmières, travailleurs sociaux, entraîneurs sportifs, professeurs de cuisine...). L'Union avait créé des « comités sur la protection des mineurs, les terrains de jeux, les loisirs du dimanche, la lutte contre le bruit, la danse folklorique, les concerts et les tournois d'athlétisme entre *settlements*, les conférences et la législation » (Eleanor Woods, 1919 : chap. XX, « Associated Action, Settlement Federation »).

13 Il s'agit de Boston. Woods évoque cette United Improvement Association (UIA) dans Woods & Kennedy, 1911, *Handbook of Settlements*, New York, Russell Sage Foundation, p. 105-106. Woods qui était la cheville ouvrière de la Boston Social Union, avait également contribué à la création de l'UIA, qui fédérait toutes les associations de quartier de la ville de Boston (et dont la puissance serait entamée par la politique ethnique de James M. Curley, le maire de Boston, en 1915 : James J. Conolly, 1995, « Reconstituting Ethnic Politics 1909-1925 », *Social Science History*, 19 (4), p. 479-509).